

La Belgique a creusé son retard dans la course pour le climat

Commission européenne

Quatre ans après les dernières élections, la Belgique a peu avancé dans la lutte contre le réchauffement climatique. Quelques progrès ont été enregistrés sur le front des énergies renouvelables notamment, mais tout doit encore être fait pour mettre le pays sur les rails de ses engagements.

C'est un peu comme un coureur qui marcherait au départ d'un sprint. La Belgique a accumulé du retard dans la lutte contre le réchauffement climatique au cours de la législature qui se termine. À court terme, elle ne devrait pas respecter ses objectifs d'émissions pour 2020. Elle est par ailleurs très loin d'avoir posé les rails qui lui permettraient d'espérer remplir son contrat pour l'échéance de 2030, alors qu'elle se prépare à fermer ses centrales nucléaires pour 2025. Contrat dont l'ambition pourrait d'ailleurs être revue à la hausse pour mieux coller avec les objectifs de l'Accord de Paris et l'appel des experts à porter un maximum d'efforts sur la décennie qui vient.

Le maigre bilan est le résultat de politiques d'ambitions inégales des gouvernements régionaux et fédéral, menées par quatre ministres directement responsables – cinq si l'on compte la compétence flamande de l'Énergie, scindée de celle du climat. Un attelage qui a d'autant plus peiné à dégager une cohérence qu'il a peu pratiqué la concertation au cours de quatre années plus marquées par d'interminables marchandages sur la répartition de l'effort à fournir que par une véritable coopération.

©Mediafin

Un échec annoncé

Les chiffres, donc. Du positif, parce qu'il y en a tout de même: si la Belgique consomme plus d'énergie, son efficacité énergétique reste dans les clous – elle se maintient sous la limite de consommation qu'elle s'est fixée pour 2020, et qui représente une réduction de 18% par rapport aux projections faites en 2007. La place des énergies vertes augmente légèrement dans le mix énergétique du pays. Mais de manière marginale en regard de la part du nucléaire appelé à disparaître du mix énergétique. Indépendamment de cette considération, le renouvelable augmente bien faiblement en regard de l'objectif fixé dans le cadre européen pour 2020. La part du renouvelable dans la consommation finale s'établissait à 9,5% en 2017 alors que la Belgique doit la porter à 13% pour 2020. L'accomplissement le plus visible de la législature en la matière aura été de

sceller à grand-peine un accord de répartition de l'effort entre entités: la Flandre porte 51% de l'effort renouvelable, la Wallonie 30%, Bruxelles 2% et le Fédéral 17%.

“ On s'attend à ce que ce fossé se creuse encore d'ici 2030. ”

La Belgique est donc un peu plus efficace et un peu plus renouvelable qu'en 2014. Mais elle n'est pas parvenue à baisser ses émissions de gaz à effet de serre. En 2017, selon le dernier inventaire, publié le mois dernier, le pays a envoyé dans l'atmosphère 114,5 millions de tonnes (Mt) d'équivalent CO₂ – une hausse de 0,88% par rapport à 2014. La Belgique est tenue dans le cadre européen de réduire d'ici 2020 de 15% les émissions de ses bâtiments, du transport, de l'agriculture ou encore des petites industries par rapport à 2005. Or elle a décroché de sa trajectoire en 2016, et la Commission européenne s'attend à ce que les émissions de ces secteurs n'aient baissé que de 12% à la fin de la décennie. Ces chiffres ne tiennent pas compte des industries lourdes, dont les émissions sont comptabilisées dans le système européen d'échange de quotas d'émissions (SEQE), et qui étaient globalement en augmentation en 2017. Ils ne tiennent pas compte non plus des émissions dues aux activités aériennes et maritimes, qui ont elles aussi continué de croître à l'échelle européenne.

CONSEIL

Les principales infos de la journée en un coup d'œil.

Recevez maintenant L'actu du jour de L'Echo.

Envoi quotidien (lu.-ve.) par e-mail - Désinscription en un seul clic

On pourra souligner que les émissions de la Belgique sont globalement en baisse de 21% depuis 1990, ce qui signifierait un "découplage" entre la croissance de l'économie et la production de gaz à effet de serre. Il faudra alors compléter ce constat en précisant que ses émissions "importées" – c'est-à-dire ajustées du commerce – ont nettement augmenté sur la même période selon les derniers chiffres publiés, passant de 176 Mt d'équivalent CO₂ en 1990 à 185 Mt en 2015.

Un fossé qui se creuse

Pas de progrès sur les émissions, donc. Mais bien sûr, les mesures de lutte contre le réchauffement ne produisent pas leurs effets du jour au lendemain – or il y en a eu. Le Fédéral a poursuivi le développement de l'éolien offshore: l'an dernier, la Belgique a passé le cap des 1.000 MW éoliens installés en mer. La Belgique a été parmi les premiers pays à créer des obligations vertes pour financer la transition énergétique. Les Régions ont avancé à leur rythme dans le développement de la mobilité collective et douce, elles ont fourni des aides à l'isolation des bâtiments, investi dans les bornes de recharge pour voitures électriques, ou encore dans l'efficacité de l'éclairage public. Insuffisant: les mesures n'ont pas mis la Belgique sur les rails de ses propres objectifs de réduction d'émissions pour la décennie qui

vient.

"On s'attend à ce que ce fossé se creuse encore d'ici 2030" entre réalisations et objectifs, indiquait la Commission européenne dans un rapport publié en février: faute de mesures additionnelles, les émissions belges n'auront baissé que de 14% par rapport à 2005... L'objectif fixé à la Belgique pour la fin de la prochaine décennie est de 35%. Si gouverner c'est prévoir, les gouvernements sortants auront surtout laissé à leurs successeurs ce terrible fossé à combler. Et même si c'est la loi du genre – la plupart des pays de l'Union ne sont pas encore sur la voie de remplir leurs objectifs – la Belgique est le cinquième pays sur vingt-huit pour lequel l'écart entre objectif et émissions prévues est le plus important. Devant tous ses voisins. Et l'on ne parle que des objectifs à moyen terme. En Wallonie, le comité d'experts sur le climat a recommandé au gouvernement de définir des niveaux d'ambition plus importants pour la décennie qui vient pour mieux coller à l'objectif de neutralité carbone de 2050.

Peu d'investissement(s)

Bref, la Belgique en fait trop peu. On revient au constat dressé par la Commission européenne: le pays n'investit pas assez dans la mobilité pour encourager le ferroviaire et les déplacements à vélo, ni dans l'efficacité énergétique des bâtiments, et les besoins d'investissement sont particulièrement importants dans le secteur énergétique. Pour financer cela, estime la Commission, les obligations vertes ne suffisent pas: il faut changer de logiciel fiscal.

Peu d'investissements financiers, mais aussi peu d'investissement tout court dans le débat climatique européen. Cette législature aura été celle de la signature de l'Accord de Paris au cours duquel la Belgique se sera surtout fait remarquer par sa difficulté à avancer sur le court terme, en s'accordant en interne sur la répartition de l'effort à fournir par les Régions. Au niveau européen, plusieurs États ont pris part à des initiatives pour défendre la fixation d'objectifs européens plus ambitieux ou engager les ministres des Finances à respecter l'Accord de Paris. Mais contrairement à la plupart de ses voisins, systématiquement impliqués, la Belgique sera restée à l'écart, discrète et parfois ouvertement rétive à la fixation de caps ambitieux.

La boîte à idées des partis pour redresser la barre

En Belgique, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées. Les partis se sont creusé les méninges pour renforcer la lutte contre les émissions de gaz carbonique, conscients que l'effort s'annonce d'autant plus difficile que la Belgique prévoit de se passer d'un gros producteur d'énergie sans carbone en fermant son dernier réacteur nucléaire en 2025. Cette date, fixée dans la loi, est confirmée dans la plupart des programmes, et certains (MR, Ecolo, PS) soulignent qu'elle devra être assortie de la création de nouvelles centrales au gaz – du CO₂ en plus, donc. Alors comment, dans ces

conditions, poursuivre la baisse des émissions? Florilège non exhaustif de propositions.

Doper le renouvelable. Pour préparer l'après nucléaire, le PS appelle à une réappropriation de l'énergie par les pouvoirs publics et les citoyens – des groupes de communes déterminant des objectifs pluriannuels d'économies d'énergie et d'énergie renouvelable. Le cdH veut créer dans chaque commune une coopérative locale de production, d'achat et distribution d'énergies garanties sans CO₂, dont chaque habitant détiendrait une part bénéficiaire. Ecolo veut tendre vers la fourniture au niveau belge de plus de 50% d'électricité d'origine renouvelable pour 2030 et propose notamment de doter toutes les surfaces publiques "bien orientées" de panneaux solaires dans les six ans ou encore de développer l'éolien offshore (MR et PS en parlent aussi). Le MR soutient la création d'une unité de production de "gaz vert" et veut favoriser la création de petites unités de biomasse décentralisées.

Être plus efficace. Pour améliorer l'efficacité énergétique du bâtiment, le MR veut moduler les droits d'enregistrement et de succession ou encore le précompte immobilier en fonction de la performance environnementale du bien. Le PS veut augmenter substantiellement les prêts à taux zéro pour l'isolation énergétique des logements. DÉFI veut développer de tels "prêts verts" pour les investissements d'efficacité énergétique des PME. Le cdH veut réduire la consommation d'énergie primaire des habitants de 30% à l'horizon 2030 avec un plan interfédéral d'investissement pour l'isolation. Le PTB veut lui réduire de moitié la demande d'énergie d'ici 2050, notamment avec un inventaire systématique du niveau d'isolation par pâté de maisons assorti d'investissements massifs dans les rénovations collectives.

Financer la transition. Le dire c'est bien, le faire c'est mieux: toutes ces ambitions doivent être financées. Ecolo veut créer un fonds de financement de 200 millions d'euros alimenté par les émetteurs de gaz à effet de serre pour soutenir les coopératives et projets de transition à participation citoyenne. Pour le PS, les grandes entreprises devraient verser 5% de leurs bénéfices après impôts à un fonds de transition. Le PTB fixerait des normes d'émissions contraignantes à chaque secteur de l'économie, ce qui générerait selon lui cinq milliards d'investissements privés par an. Des partis misent aussi sur l'incitation. Le MR propose une réduction d'impôt "climat" pour les entreprises qui développent des innovations technologiques dans ce domaine. Ecolo veut faire passer la TVA à 6% sur les investissements dans les économies d'énergie. Et le cdH, le PS et Ecolo misent aussi sur un pacte finance-climat européen qui alimenterait des prêts à taux zéro pour la transition.